

Les totems et tabous du débat

di Aurore Lalucq

Le débat sur la croissance arrive à la fois au pire et au meilleur moment. Au meilleur, car il est plus que temps de nous interroger sur les finalités de notre modèle économique. Au pire, car notre débat public est incapable de supporter la moindre nuance. Or c'est bien de nuance qu'il va falloir nous armer si nous voulons éviter l'impasse à laquelle nous conduit l'opposition entre croissance verte et décroissance.

D'un côté, les tenants de la décroissance nous expliquent qu'il est urgent de « *décroître* » du fait de la corrélation entre croissance et émissions de gaz à effet de serre (GES). S'ils ont raison sur le diagnostic, ils négligent trop la manière dont ce discours peut être perçu.

En effet, pour bon nombre de personnes, la référence à la décroissance agit comme un repoussoir, véhiculant un imaginaire de privation. Ses détracteurs ne manquent d'ailleurs pas de la caricaturer comme un retour forcé à la bougie. Un discours particulièrement efficace, car nous avons été collectivement conditionnés par l'importance de la croissance et par la peur de sa disparition.

Difficile par ailleurs de parler de réduction de la consommation à des personnes qui n'ont jamais pu totalement y goûter. Et si cela est vrai en France, ne parlons même pas des pays qui n'ont pas eu accès aux mêmes possibilités de développement, car nous les avons privés de leur « droit à polluer ».

Vision partielle

De l'autre côté, les hérauts de la croissance verte nous expliquent qu'il serait possible de découpler émissions de GES et croissance, autrement dit de produire plus en polluant moins, et ce, grâce au progrès technique. Malgré des innovations certaines, la promesse du découplage permis par une rupture technologique reste à l'état de chimère.

L'Agence européenne de l'environnement estime que le découplage semble « *peu probable* », rappelle qu'« *aucun consensus scientifique n'a jamais émergé au fil des années* » et que, pour atteindre nos objectifs climatiques, nous allons être obligés de mettre la croissance de côté.

Parier sur le découplage serait donc irresponsable, alors que toute la communauté scientifique s'accorde sur l'urgence d'agir pour limiter l'impact du dérèglement climatique. Mais on ne peut pour autant disqualifier en bloc la logique qui sous-tend ce discours, à savoir la peur de renoncer à la prospérité. Mais croissance et prospérité vont-elles encore de pair ? Rien n'est moins sûr tant on observe, dans nos économies développées, un décrochage entre l'évolution du produit intérieur brut (PIB) et celle du bien-être depuis plus de quarante ans.

Tentons de reposer les termes du débat : un indicateur est fait pour indiquer si les politiques publiques vont dans le bon sens. Or, au cœur du débat autour de la croissance se niche la question du

PIB, un indicateur instauré aux Etats-Unis après la crise de 1929 pour suivre la relance de Roosevelt et mesurer la production.

Le PIB agrège des éléments à la fois positifs et négatifs pour la société. D'où le fameux discours de Robert Kennedy, qui dira du PIB qu'il comptabilise positivement la destruction des forêts, la fabrication d'armes, mais laisse de côté la santé et l'éducation de nos enfants. Le PIB donne une vision partielle, voire déformée, de la réalité. Mesurant uniquement les flux, il peut nous donner l'illusion de nous enrichir, alors même que nous détruisons notre patrimoine naturel. Le problème, c'est qu'il est devenu bien plus qu'un indicateur.

Sa généralisation, au lendemain de la seconde guerre mondiale, coïncide avec le début d'une ère de développement matériel sans précédent, les « trente glorieuses ». C'est le début de la consommation de masse, l'accès pour une grande partie de la population à l'eau courante, au chauffage central... Le PIB devient synonyme de prospérité et de plein-emploi. Un objet fétiche auquel nous sommes attachés de manière quasi affective.

Choix ni anecdotique, ni technocratique

S'il est nécessaire d'accepter que le PIB représente tout cela dans l'imaginaire collectif, il nous faut entendre le rejet qu'il provoque. Pour toute une génération, la croissance va, en effet, de pair avec la mise en péril de notre existence.

Ce débat n'est pourtant pas indépassable. En opposant la décroissance à la croissance verte, on continue de maintenir le PIB au cœur de nos réflexions. Or l'enjeu, aujourd'hui, n'est plus le développement matériel de nos sociétés mais la transition écologique et sociale. De passer du toujours plus au mieux. De partager les richesses plutôt que de poursuivre une croissance sans fin qui nourrit aujourd'hui les inégalités.

Il faudra ainsi décroître dans certains secteurs polluants et encourager dans le même temps le développement d'activités dont l'impact est positif en matière écologique et sociale. Pour y parvenir, nous avons besoin d'indicateurs sociaux et environnementaux à même de guider nos politiques. Il nous faudra également étudier les conséquences pratiques d'un changement de modèle : par quoi remplacer le PIB dans les négociations collectives et le vote du budget ? Comment financer notre modèle social ? Et quid des marchés financiers, dont l'existence même est intrinsèquement liée à une croissance perpétuelle ?

Ce choix d'indicateur n'est ni anecdotique ni technocratique. Il renvoie à un véritable choix de société et nous conduit à nous interroger sur ce qui compte vraiment. A repenser notre rapport à la nature, à l'idée de limite. A réfléchir à comment et par quoi remplacer ce qu'Ivan Illich appelle notre « *ethos de l'insatiabilité* ». Et, plus largement, à redéfinir notre vision de la prospérité. Autant de questions majeures qui ne nous permettent pas de nous perdre dans de faux débats ni de faire semblant de ne pas nous comprendre.